

Arrêté Municipal N° 2024/320

ANNULE ET REMPLACE L'ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024/247

INTERDISANT LE STATIONNEMENT DE TOUT VÉHICULE

SAUF VÉHICULE DE CHANTIER

SUR 4 PLACES AUTORISÉES

FACE AU N°39 RUE DU PROFESSEUR DASTRE

LE VENDREDI 24 MAI 2024

Le Maire d'Ermont ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, et L. 2213-1,

Vu le Code de la route, et notamment en ses articles R. 110-2, R. 411-1 et R. 411-8,

Vu le Code pénal, et notamment en son article R. 610-5,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, et les arrêtés suivants le complétant et le modifiant,

Vu le règlement sanitaire départemental du Val d'Oise pris par arrêté préfectoral du 29 août 1979 modifié par les arrêtés préfectoraux du 25 janvier 1985, du 22 janvier 1992 et du 7 février 1996,

Vu les arrêtés municipaux réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune d'Ermont,

Vu l'arrêté municipal n°2021/762 du 12 octobre 2021, portant délégation de signature au Directeur du Pôle Attractivité et Ressources,

Vu la délibération n°2023/127 du Conseil Municipal fixant les tarifs applicables sur la Commune d'Ermont en date du 30 juin 2023,

Vu la demande en date du 13 mai 2024, de la société **LES MAISONS LELIEVRE, 21 rue des Mardelles – 72390 LE LUART.**

Considérant la nécessité de faire stationner un camion, face au n°39 rue du Professeur Dastre, pour des travaux de coulage de fondation avec pompe béton au n°2 allée de Carency, le vendredi 24 mai 2024, de 08h00 à 18h00 ;

Considérant que ces mesures de sécurité nécessitent une modification temporaire de la réglementation relative au stationnement à proximité du chantier ;

Considérant que les travaux prévus du 29 avril au 12 mai 2024 n'ont pas eu lieu et qu'ils sont reportés au vendredi 24 mai 2024 ;

ARRÊTE

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace dans toutes ses dispositions l'arrêté municipal n°2024/247 interdisant le stationnement de tout véhicule sauf véhicule de chantier sur 2 places autorisées face au n°39 rue du Professeur Dastre du 29 avril au 12 mai 2024, en raison de la modification de date des travaux.

Article 2 : La société **LES MAISONS LELIEVRE** est autorisée à stationner des véhicules de chantier, face au n°39 rue du Professeur Dastre, sur une emprise équivalente à 4 places de stationnement (emplacement matérialisé par des barrières), le vendredi 24 mai 2024.

Article 3 : Les agents de la Direction de la Tranquillité et Salubrité publiques affichent le présent arrêté sur les lieux, fournissent et posent les barrières ainsi que la signalisation nécessaire à la réservation. L'entretien est assuré par le pétitionnaire.

Article 4 : Le vendredi 24 mai 2024, tout autre véhicule se trouvant stationné sur les lieux de l'interdiction est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière par les forces de l'ordre.

Article 5 : Les services de Police sont habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement du déménagement, notamment en ce qui concerne les véhicules stationnés en dépit des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté. Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Les contrevenants au présent arrêté sont verbalisés par l'application d'une contravention de 2^{ème} classe.

Article 6 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, le présent arrêté est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires. Par suite, les agents de la Direction de la Tranquillité et Salubrité publiques font appel à la Police Municipale d'Ermont qui constate la conformité de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires.

Le pétitionnaire est tenu de s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public en conformité avec les tarifs fixés par la délibération n° 2023/127 en date du 30 juin 2023.

Réservation de stationnement pour véhicule de chantier sur **4 places de stationnement, pendant 1 jour :**

Nombre de places	Tarif / jours	Nombre de jour	Total montant dû
4	13 €	1 jour	52 €

Article 7 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il est possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Article 8 : Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Ermont, le 17.05.2024



Pour le Maire et par délégation
Stéphane VIGNE

Directeur du Pôle Attractivité
et Ressources

Exécutoire en vertu de l'article R.2131-1 du CGCT
Publié le 21.05.2024